

## **Rétrospective sur l'actualité internationale en 2022**

Entretien entre

Dr Christian POUT, Ministre Plénipotentiaire,  
Président du Think Tank CEIDES,  
Directeur du Séminaire de Géopolitique Africaine à l'Institut Catholique de Paris  
&  
Mme Jeanine FANKAM, Journaliste, Cameroon Tribune

Publié dans le *Cameroon Tribune* du 29/12/2022

© Décembre 2022

## **1- 2022 a été l'année de la guerre russo-ukrainienne. Elle a suscité des bouleversements au niveau planétaire. Pourquoi un tel impact ?**

La crise russo-ukrainienne est l'onde de choc la plus perturbatrice observée durant l'année qui s'achève. Elle est venue rappeler de manière brutale aux Etats et aux organisations internationales garantes de la paix et de la sécurité internationale, à l'instar de l'ONU, la fragilité des équilibres et de la stabilité mondiale qu'ils s'attèlent à consolider depuis 1945. Cette crise majeure fait office de fracture historique dans les interactions entre les acteurs du système international qui avaient opté de faire appel au droit international pour résoudre leurs litiges plutôt que de mobiliser la force. Malgré quelques exceptions, on croyait avoir abandonné, du moins dans une conception classique, le recours à la guerre comme simple « continuation de la politique par d'autres moyens », pour reprendre la formule de l'officier prussien Carl Von Clausewitz (*De la Guerre*, 1832). Je peux donc dire que la violation aussi flagrante du droit international par la Russie augurait certaines transformations. Les implications de ces dernières ont été accentuées par le poids géopolitique et économique de la Russie, ses ambitions et son rôle dans les rivalités de blocs qui opposent les plus grandes puissances du monde. Permettez-moi de rappeler comme le souligne le Professeur Ntuda Ebodé, qu'il existe un antagonisme traditionnel entre deux blocs majeurs : un bloc américano-occidental autour du duopole Europe-Etats-Unis et un bloc euro-asiatique, autour de la Chine et de la Russie. Dans cette configuration, les Etats-Unis et la Chine sont des puissances dites globales en ce qu'elles disposent des leviers d'une projection mondiale. Tandis que la Russie appartiendrait à la catégorie des puissances intermédiaires, voire régionales pour être plus précis. Pour certains, la guerre actuelle serait justifiée par la volonté de la Russie de (re)acquérir le statut de puissance globale en reconstituant son ancienne zone d'influence (ex URSS), notamment en (re)mettant l'Ukraine sous son giron. Même si on peut émettre des réserves sur ce point de vue, les agissements de certaines puissances poussent à s'interroger. En effet, s'il est possible d'admettre que les sanctions prises contre la Russie suite à son agression contre l'Ukraine depuis février 2022, visent principalement à l'obliger à mettre un terme au conflit et à restreindre ses marges de manœuvre, il n'est pas à exclure que l'ampleur desdites sanctions puisse avoir pour buts voilés de l'empêcher d'atteindre des desseins hégémoniques plus grands ou simplement de fragiliser un important rival et un grand allié de la Chine.

Pour autant, je dois dire que c'est davantage le poids économique et commercial de la Russie et de l'Ukraine dans un univers globalisé, qui a contribué à créer les bouleversements que vous avez évoqués. Il se trouve que la Russie et de l'Ukraine, ont une influence non négligeable sur l'économie mondiale. Certes, ils ne représentent qu'environ 2 % du PIB mondial et une proportion similaire du commerce mondial total (OCDE 2022), ils ont toutefois un rôle clé dans la fourniture de plusieurs matières premières. Mis en commun, la Russie et l'Ukraine représentaient près de 30 % des exportations mondiales de blé, 15 % pour le maïs, pour les engrais minéraux et pour le gaz naturel, et 11 % pour le pétrole. D'ailleurs en matière pétrolière, la Russie était le deuxième plus grand exportateur de pétrole au monde, écoulant environ cinq millions de barils de pétrole par jour. Avec une telle emprise, il est normal d'observer des répercussions multidimensionnelles dans le monde et en particulier en Afrique où les Etats sont assez vulnérables en raison de leur forte dépendance aux importations de matières premières en provenance de ces pays. Ces répercussions continuent de se faire sentir avec la flambée des prix des matières premières, telles que les denrées alimentaires, et l'aggravation de l'insécurité alimentaire qui en a découlé ; la hausse des prix de l'énergie (pétrole et gaz naturel), même si elle a été défavorable aux pays importateurs et favorable aux pays exportateurs africains ; la perturbation des échanges commerciaux, des

chaînes d'approvisionnement et des transferts de fonds, la chute des investissements mondiaux ; l'inflation et l'augmentation significative des flux de réfugiés etc.

## **2- Y-a-t-il des chances de voir un dénouement à cette crise en 2023 ?**

L'enlisement du conflit brouille les perspectives de retour rapide à la normale même si la plupart des acteurs impliqués et extérieurs restent vigilants et négocient dans le but d'empêcher un glissement vers un conflit généralisé ou une catastrophe nucléaire. On observe une relative baisse des attaques entre les parties belligérantes et une forme de dialogue par canaux interposés. Ce sont là des progrès louables au regard des réactions enflammées qui animaient les deux parties au tout début du conflit, et qui faisaient l'objet de récupération par des acteurs extérieurs. Toute chose qui n'aidait pas à faciliter la mise en place d'un cadre de discussion pour négocier la cessation des hostilités. Pour ma part, la complexité de la situation et les enjeux qu'elle recouvre, les ambitions réciproques des parties en conflit, et surtout le fait qu'elles rechignent encore à faire évoluer leurs positions sur les compromis à faire pour un cessez-le-feu, ne permettent pas d'enfermer le dénouement de cette crise dans des délais stricts. Par expérience dans ce type de conflit, le plus important n'est pas d'obtenir à une échéance préalablement fixée un simple arrêt des attaques, mais bien de parvenir à un accord de paix durable, qui puisse être accepté, respecté et mis en œuvre par les parties impliquées dans l'avenir. Vous conviendrez donc avec moi que beaucoup de points restent insolubles. Le statut de certains territoires occupés (Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporiyia) continue de diviser. En plus des exigences sur le retour partiel au statu quo ante, il y'a celles du traitement des conséquences du conflit, en termes de poursuites judiciaires éventuellement internationales, de dommages- intérêts ou encore l'adoption de politiques sécuritaires qui pourraient menacer l'intégrité de l'une ou l'autre partie. Il me semble toutefois qu'il y'a des raisons d'espérer une diminution des attaques et un élargissement des couloirs humanitaires. Le conflit qui oppose les deux pays continue lentement mais sûrement à quitter le théâtre des opérations militaires pour se concentrer sur le terrain diplomatique et politique. Les deux pays ont montré leur bonne foi en acceptant la poursuite des négociations. Au-delà de l'implication de l'ONU et d'autres organismes régionaux, des initiatives en faveur d'un retour à la paix se sont multipliées. Le négociateur russe Vladimir Medinski avait notamment affirmé que la Russie était prête à reprendre des pourparlers de paix avec l'Ukraine. Tandis que le Président ukrainien Volodymyr Zelensky avait lui souhaité que la guerre prenne fin « de manière équitable et sur la base de la Charte des Nations unies et du droit international », il avait d'ailleurs eu à proposer une formule de paix en 10 points, même si rejetée par la Russie car elle comportait selon ce pays des exigences « irréalistes ». De même, la Russie avait reçu en mai 2022 un plan de paix proposé par l'Italie. Ce dernier pays avait aussi proposé la constitution d'un « groupe international de facilitation » pour tenter de parvenir « pas à pas » à un cessez-le-feu. On peut tout aussi mentionner l'appel au cessez-le-feu proposé par Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'Etat américain. Ces marques de sollicitude prouvent qu'il y'a intérêt à vite parvenir à l'arrêt du conflit russo-ukrainien.

En outre, il est intéressant de noter, les effets de reconfiguration progressivement induits par cette crise, en termes de changements de paradigmes, évolution des systèmes d'alliances et de zones d'influence. L'Afrique devrait donc réaménager ses approches stratégiques en conséquence.

### **3- Après deux années de perturbation, peut-on considérer que la crise du Covid-19 est derrière nous ?**

L'apparition de nouvelles priorités dans les agendas internationaux et nationaux est à mon avis trompeuse sur la disparition ou baisse de la dangerosité de la maladie à coronavirus. Il ne me semble pas possible qu'on puisse affirmer que le monde a tourné la page de la Covid-19. Ceci pour au moins trois raisons. D'abord, parce que cette maladie infectieuse reste active et fortement mortelle. Déclarée pandémie mondiale en mars 2020 par l'OMS, la Covid-19 faisait en juin 2022 un cumul de cas estimé dans le monde à 539 711 232 et à 6 320 311 cumul des décès. L'Afrique comptait plus de 11,9 millions de cas confirmés et environ 254 000 décès attribués à la Covid-19 ce qui représentait environ 2,2 % des cas confirmés dans le monde et 4% de tous les décès. De l'avis de nombreux organismes spécialisés, les chiffres dans le cas africain semblent avoir fait l'objet d'une forte sous-estimation des infections et des décès dans les décomptes officiels. Le bilan effectué en ce mois de décembre 2022 montre que des nouveaux cas de maladie ont été recensés. Même si on observe une baisse drastique du taux de létalité, l'alerte Covid-19 demeure donc active.

Ensuite, parce que les moyens nécessaires à la conduite d'une politique de riposte ne sont pas encore totalement acquis par tous les Etats. De sorte qu'ils soient capables de réagir plus efficacement en cas de nouvelles vagues d'ampleur. En Afrique par exemple, des difficultés d'accès au vaccin constituent encore la cause principale du faible taux de vaccination en Afrique. Le continent importait par ailleurs la quasi-totalité des vaccins administrés aux populations. Fort heureusement ces pesanteurs tendent à disparaître. Les politiques régionales de fabrication de vaccins et les accords de licence et de transferts de technologies portent déjà des fruits. Plusieurs unités de production de vaccins COVID-19 ont vu le jour sur le continent en Afrique du Sud, Ghana, Rwanda, Sénégal.

Enfin, la pandémie a eu des conséquences plurielles, disproportionnées et inégalitaires dans les régions du monde selon leur seuil de résilience et capacité d'adaptation. L'Afrique a été le continent le plus touché. Elle a connu une grave récession. En 2020, le PIB africain a diminué de 1,6 % selon les estimations de la Banque africaine de développement (2022). Les pays tirant le gros de leurs revenus de l'économie des services, du tourisme et du commerce international ont été plus exposés. En outre, les exportateurs de matières premières ont pâti de la baisse temporaire des prix des matières premières, en particulier du pétrole. La Covid-19 a aggravé le risque de surendettement extérieur en Afrique, les gouvernements ayant sollicité plus de financements pour atténuer les conséquences socio-économiques de la crise sanitaire. Au plan social, la Covid-19 a occasionné une importante réduction des emplois et des revenus pour les ménages, ainsi qu'une augmentation de l'insécurité alimentaire. Malheureusement, malgré une timide reprise en 2021, les mesures d'adaptation à ces difficultés restent peu efficaces à cause du conflit russo-ukrainien.

### **4- Au moment où les pays du monde engagent la relance post-covid-19, quelles leçons nous laisse cette pandémie au plan des relations internationales ?**

La Covid-19 qui a cristallisé l'attention du monde a été riche d'enseignements, même si sur de nombreux points elle a simplement mis en lumière des scénarii dont la réalisation était assez prévisible. Je crois qu'en faisant un parallèle avec les relations internationales, ce qui a été assez étonnant ce sont les graves fissures apparues au sein du multilatéralisme dans un contexte aussi tendu. Dans le déploiement de leurs stratégies de riposte, les Etats ont fait

preuve au tout début d'un individualisme scandaleux à un moment où on se serait attendu à la mutualisation des efforts et des moyens pour lutter contre un péril commun. Même les organisations internationales actives dans le domaine de la santé ont eu du mal à susciter une adhésion aux approches d'endiguement qu'elles proposaient. Beaucoup d'Etats n'ont pas résisté à la tentation d'instrumentaliser la pandémie dans le sens de leurs intérêts. C'est tardivement qu'on a observé la mise en branle de ce qui pouvait apparaître comme une réponse coordonnée. Ces réactions à la limite égoïstes nous amènent à suggérer une réforme de la gouvernance mondiale actuelle tant il ne fait plus de doute que les Etats ont de plus en plus de mal à se faire confiance les uns des autres et à respecter une certaine ligne de conduite dans l'intérêt du plus grand nombre. Peut-être la réforme envisagée pourrait aussi permettre de renforcer la vigueur des garde-fous qui empêchent encore pour l'instant d'excessifs dérapages entre les puissances en concurrence. En effet, une autre leçon dispensée par la Covid-19 a été de mieux renseigner sur les risques encourus par une éventuelle aggravation des rivalités entre les Etats-Unis et la Chine. La crise sanitaire a fourni des éléments qui permettent de crédibiliser la théorie selon laquelle un nouvel ordre mondial s'implémente peu à peu, avec comme finalité inéluctable soit la coexistence de deux superpuissances soit le déclassement d'une superpuissance au profit d'une autre.

En outre, la pandémie a permis de se rendre compte que les multinationales, qui bousculent déjà les Etats sur la scène internationale, joueront un rôle encore plus important. La tendance qui se poursuit est celle d'un renforcement de la politisation de l'économie internationale, ou plus simplement de l'augmentation de la prise en compte des variables géopolitiques, géostratégiques et géoéconomiques dans les postures d'intervention extérieure des Etats et des entreprises. On peut s'attendre à un protectionnisme plus marqué dans des secteurs jugés sensibles ou stratégiques. On a pu observer des restrictions pour l'accès à certains marchés ou données comme dans le cas de l'entreprise chinoise Huawei ou Tik Tok aux Etats-Unis. Il est aussi possible de voir se conclure plus de joint-ventures, de fusions-acquisitions entre mastodontes évoluant dans des périmètres ayant la même influence idéologique.

#### **5- La problématique du changement climatique continue de diviser, au-delà des déclarations de bonnes intentions. Comment sortir de l'impasse qui prend ainsi racine ?**

La COP27 qui a eu lieu à Sharm El-Cheikh en Egypte du 7 au 18 novembre 2022 et la 15<sup>e</sup> conférence mondiale pour la biodiversité (COP15) qui s'est achevée il y a quelques jours à Montréal au Canada, sont deux événements majeurs qui permettent de se rendre compte que des solutions continuent d'être recherchées pour relever avec efficacité tous les défis que soulève le changement climatique. Je pense qu'il est indispensable d'une part de joindre les actes à la parole, et d'autre part, d'être plus ambitieux et exigeant pour sortir des imbroglios autour de la question du changement climatique. Concrètement, il s'agit pour les Etats de simplement s'organiser pour respecter leurs engagements, en particulier au plan financier pour faciliter les mesures d'adaptation. L'actualité récente en Ukraine prouve qu'il n'existe pas en réalité d'obstacles à la mobilisation des ressources pour les Etats, notamment les plus grands pollueurs et les partenaires au développement. Tout semble plutôt être une question de volonté et de priorité politique. Je crois donc qu'il faut renforcer la coopération et la sensibilisation au niveau mondial afin que les pays du Sud dans lesquels se trouve ce qui reste comme « poumons de l'humanité », puissent recevoir les 100 milliards de dollars annuels promis par les pays riches pour les aider à s'adapter au changement climatique. Une étroite coopération pourrait aussi permettre de commencer à rechercher les financements et à définir

l'organisation, les règles de fonctionnement du nouveau fonds pour les pertes et les dommages constitué lors de la COP27 en faveur des pays vulnérables touchés par les catastrophes liées au climat.

En termes de réformes, je crois qu'il serait judicieux de suivre les suggestions de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA). Ce dernier a eu à inviter les Parties et les organisations compétentes à renforcer l'observation systématique et la recherche, et à faire face aux lacunes et aux besoins connexes. Entre autres en promouvant d'une part l'échange d'informations scientifiques exploitables et accessibles et d'autres connaissances et orientations pertinentes à l'interface science-politiques, notamment à l'appui de l'exécution de la Convention et de l'Accord de Paris, et d'autre part, en établissant des liens entre les détenteurs de connaissances, les innovateurs et les experts techniques et les décideurs de manière équitable et participative afin d'améliorer la compréhension et l'utilisation des connaissances, des produits, des outils et des services climatologiques qui permettent d'évaluer et de gérer les risques.

Enfin, il faudrait aussi s'orienter vers des transitions majeures en privilégiant les énergies renouvelables (énergie solaire, éolienne, hydroélectrique et géothermique, hydrogène vert). Cela implique une réduction drastique de l'utilisation des combustibles fossiles, une électrification généralisée, une reconfiguration des villes et autres zones urbaines, une amélioration de l'efficacité énergétique et l'utilisation de combustibles de substitution.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



**ceides**  
Centre africain d'Etudes Internationales  
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

[www.ceides.org](http://www.ceides.org)      Email : [infos@ceides.org](mailto:infos@ceides.org)



Think tank Ceides